Le journaliste

Jeanyves Guérin

▶ **To cite this version:**

Jeanyves Guérin. Le journaliste. Synergies Inde, 2012, Retrouvailles camusiennes, 5, p. 13-23. hal-01446668

HAL Id: hal-01446668
https://hal.science/hal-01446668

Submitted on 16 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE JOURNALISTE

Jeanyves GUERIN, professeur à l'université Paris 3 Sorbonne Nouvelle

Camus a tôt voulu écrire[1]. Pour être écrivain, il a dû se faire écrivant. L'occasion s'est présentée à lui d'être journaliste. Alors qu'il répugne à se dire « intellectuel » ou « philosophe », il se désigne soit comme « artiste » ou « écrivain » soit comme « journaliste professionnel ». C'est, confie-t-il un jour, « une des plus belles professions que je connaisse ». Reste que s'il n'avait pas écrit *L'Étranger*, *Caligula* et *La Peste*, il est certain qu'*Actuelles* n'aurait pas existé en tant que livre. Qui hormis de rares historiens connaîtrait l'obscur reporter *d'Alger républicain* ? L'éditorialiste de *Combat* n'aurait pas plus de notoriété que son confrère Marcel Gimont. *L'Express* enfin n'aurait pas cherché à obtenir sa signature. Nous allons étudier ces trois moments de sa carrière.

Alger républicain

C'est à *Alger républicain* que Camus a fait ses débuts. Du 6 octobre 1938 au 28 octobre 1939, un petit journal portant ce nom a porté les idéaux du Front populaire. Ses actionnaires appartiennent à la bourgeoisie européenne. Ce sont des enseignants de tous degrés, des négociants, des fonctionnaires syndiqués. Ils ont socialistes, démocrates, républicains, laïques. Ils ont confié la direction du journal à un intellectuel venu de Paris, Pascal Pia. Les professionnels, à ses côtés, sont peu nombreux et ce sont alors des débutants, mais, à l'instar de Camus, ils acquièrent vite le métier. L'opposition à l'hydre fasciste – à Hitler, Mussolini, à Franco – est ce qui les réunit. Sa gestation a été longue et, de fait, son lancement coïncide avec les accords de Munich. Le rassemblement est alors à l'agonie, mais il semble qu'on n'en ait pas la claire conscience à Alger. Le journal est militant mais « sans parti pris ». C'est dire que sa ligne se veut œcuménique. Il est pauvre aussi et le reste jusqu'à son dernier jour.

Son tirage tombe rapidement de 20.000 à 7.000 exemplaires. À l'automne 1939, *Alger républicain* se donne un frère, *Le Soir républicain*, qui prend son relais. Camus, dont Pia apprécie la plume, en est le rédacteur en chef. Il mène une guérilla contre la censure avec des procédés du *Canard enchaîné*. Arrive ce qui doit arriver : le gouvernement général suspend la parution du journal en janvier 1940. Le trublion libertaire doit quitter son Algérie natale.

Alger républicain a servi d'école de journalisme à Camus. Au départ, il est un modeste repiqueur de dépêches et un localier. « Les chiens écrasés et du reportage » : le métier est « décevant », confie-t-il à son maître Jean Grenier[2] ; mais il apprécie qu'il lui laisse du temps pour écrire son œuvre. On attribue lui 150 articles. Des reportages, il est vite passé à des éditoriaux. Il aussi été critique littéraire, parlant, à chaque fois qu'il le pouvait, des livres qu'il avait aimés.

Le travail de Camus consiste d'abord à rechercher et à rapporter des faits. Il part souvent d'un événement, fut-ce un fait divers. Puis il cherche à en clarifier les enjeux sociaux et politiques. Ainsi, une explosion de gaz dans un quartier populaire fait-elle l'objet de plusieurs reportages

---

[1] Édition de référence : *Œuvres complètes*, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 4 volumes, 2004-2006 (référencés OC1, OC2 , OC3, OC4).

[2] *Correspondance Albert Camus Jean Grenier*, Gallimard, 1981, p. 33.

avant que soit mis en cause un maire d'Alger indifférent au sort de ses concitoyens : « Un maire digne de ce nom ne s'énerve ni se fâche. Il s'intéresse au sort de ses administrés, leur fait distinguer les vrais responsables, ne leur en veut pas de se trouver désorienter par le malheur qui les frappe »[3].

Le journaliste citoyen s'interdit la prose lyrique qui, au même moment, nourrit *Noces*. Souvent, il est vrai, le sujet ne se prête pas aux grands élans. Ainsi, quand il lui faut parler du budget municipal ou relater les travaux de la chambre d'agriculture. À l'occasion, Camus se fait persifleur, polémiste. Il a ses bêtes noires, le « regrettable » maire d'Alger, Augustin Rozis, les notables et le président du conseil, Édouard Daladier. Du premier il écrit :

> « La médiocrité a sans doute des droits. Elle ne les a pas tous. Pour parler clair, elle a le droit d'être ridicule, mais pas celui d'être odieuse »[4]

Le maire affronte-t-il les employés municipaux, Camus justifie longuement les revendications de ceux-ci. La conclusion de l'article claque :

> « M. Rozis trouve devant lui le mur syndicaliste, uni, sans fissure. Il avait rêvé seulement d'être dictateur. Et il s'est réveillé adjudant ». [5]

Son compte-rendu d'une élection sénatoriale est une saynète digne de Courteline. Deux ténors de la politique locale s'affrontent.

> « Les voix montent. Est-ce un marchandage ? Va-t-on vendre un bœuf ou acheter du foin ? Non, c'est M. Mallarmé qui réclame le droit de représenter quelques milliers de Français. On attend la bagarre. Mais nous sommes entre gens du monde. Le calme revient. »[6]

On citera aussi un compte-rendu de conseil municipal. Camus montre que, si personne ne s'intéresse au débat, c'est que tout est joué d'avance.

> « Pendant que M. Leclerc entame son préambule, M. Dumord dessine avec application., M. Salles signe à tour de bras dans un grand registre dont il fait tourner les pages à une allure vertigineuse, M. Bernard pétrit et sculpte des morceaux de papier et M. Rozis fait de la télégraphie avec quelqu'un au fond de la salle »[7].

Le conseil s'amuse. Une institution composée d'hommes aussi frivoles coûte cher au contribuable. La formule est au point : un événement, un lieu et un moment, des protagonistes, quelques propos pris sur le vif. L'écrivain fait ses classes.

Camus se montre très virulent à l'égard de Daladier. Le président du conseil a obtenu de légiférer part décrets-lois. Les sacrifices qu'il leur demande lui ont aliéné les syndicats et les fonctionnaires. Est-il pour autant un fossoyeur du Front populaire et un fourrier du fascisme ? Un premier article donne des faits et des chiffres[8]. Un deuxième, beaucoup plus polémique, range Daladier parmi les élèves-dictateurs[9]. Le troisième, littérairement plus intéressant, est un savoureux « dialogue ». Camus imagine ce que peuvent se dire le président du conseil, sûr de lui, roué et paternaliste, et un modeste employé. L'entretien tourne court car, à bout

---

[3] « M. Rozis contre les victimes », *Alger républicain*, 29 décembre 1938.
[4] « Poursuivant de sa haine les employés syndiqués, M. Rozis suspend et veut révoquer sept « municipaux », *Alger républicain*, 7 décembre 1938 et OC1, p. 594.
[5] « L'affaire Zittel », *Alger républicain*, 10 novembre 1938.
[6] « Le point de vue de ceux qui n'ont pas voté », *Alger républicain*, 24 octobre 1938 et OC1, p. 579.
[7] « Un conseil municipal pittoresque », *Alger républicain*, 24 décembre 1939 et OC1, p. 600.
[8] « Chez les travailleurs. La spéculation contre les lois sociales », *Alger républicain*, 12 octobre 1938 et OC1, p. 575-576.
[9] « Les travailleurs contre les décrets-lois », *Alger républicain*, 27 novembre 1938.

d'arguments, le président appelle les gardes mobiles[10]. Au-delà de Daladier, à l'égard duquel les historiens peuvent le trouver injuste, c'est aux professionnels de la politique que s'en prend le jeune journaliste.

Dans la tradition dreyfusiste, Camus se passionne pour plusieurs affaires. Il ne consacre pas moins de onze articles aux procès d'un employé trop scrupuleux, Michel Hodent, contre lequel les grands colons ont monté une machination, puis d'un dignitaire musulman, le cheikh El-Okbi accusé d'avoir fomenté le meurtre du grand mufti, enfin d'indigènes auxquels on reproche l'incendie de gourbis. Dans le premier cas, prenant l'opinion à témoin, il s'érige en accusateur non professionnel d'une institution dévoyée. Cette stratégie est celle de Voltaire lors de l'affaire Calas. Grâce à ces « campagnes », Michel Hodent et le cheikh retrouvent leur liberté et leur dignité. Camus n'a pas hésité à dire « je ». Il découvre l'efficacité de la plume.

Lorsqu'en 1958, Camus réunit ses écrits journalistiques sur l'Algérie, il ne garde de ceux écrits avant 1940 que sept des onze articles qui constituent l'ensemble surtitré « Misère de la Kabylie »[11]. Comme André Gide écrivant *Voyage au Congo*, il livre un témoignage, des choses vues[12] auxquelles il refuse de donner une parure exotique, non un pamphlet anticolonialiste. Son enquête de terrain remet en cause le discours officiel qui ressasse les bienfaits de la colonisation. Les habitants se nourrissent d'herbes et de racines. Des enfants en loques disputent aux chiens le contenu des poubelles. Le reporter avoue sa « mauvaise conscience ». « Rien ne vaut les chiffres, les faits et l'évidence des cris ». Il fournit une accumulation de statistiques pour dire la surpopulation, le chômage massif, les salaires dérisoires. Le réseau routier est en mauvais état, les écoles ardemment demandées par la population et les dispensaires sont rares, l'eau manque. Le constat tombe : « La misère de ce pays est effroyable ». La faute en revient non à la population kabyle mais à l'administration coloniale : la Kabylie a été laissée à l'abandon. C'est tout un peuple qu'humilie un « régime d'esclavage ». Ces articles, entre récits et essais, proposent non seulement un témoignage, mais aussi une analyse : la misère a des causes économiques et sociales. Dans sa conclusion, le reporter se défend d'avoir écrit un acte d'accusation. Il suggère des mesures immédiates et surtout demande aux politiques de prendre leurs responsabilités. *Misère de la Kabylie* appartient à l'histoire dans la mesure où ce texte met à jour les frustrations et humiliations qui sont à l'origine du nationalisme algérien.

L'état de guerre amène la réactivation de la censure. Il est moins que jamais facile de « maintenir une opinion libre », de « servir la vérité », de préserver « les droits de la froide raison » : l'heure est au « bourrage de crane ». Au *Soir républicain*, Camus a choisi la stratégie du harcèlement et de la provocation. Il se démultiplie en divers pseudonymes (Alius, Démos, Irénée, Marco, Jean Mersault, Vincent Capable, Zaks), il reproduit de nombreux extraits de journaux, documents historiques et textes classiques ou modernes (par exemple, l'article « guerre » du *Dictionnaire philosophique* qui est partiellement censuré) dans une rubrique intitulée « sous les éclairages de guerre ». Il s'agit de faire réfléchir les lecteurs, de contester, d'exhiber les discours, les vérités de guerre.

Les actionnaires reprochent à Camus d'avoir hâté la fin de l'aventure. Dans une lettre à Jean Grenier, il reconnaît avoir mené un jeu personnel : « … J'en ai fait un journal à l'usage de ce

---

[10] « Dialogue entre un président du conseil et un employé à 1200 francs par mois », *Alger républicain*, 3 décembre 1938 et OC1, p. 589-590.
[11] *Actuelles III. Chroniques algériennes*. OC4, p. 307-336.
[12] Le verbe « voir » revient sans cesse.

que je croyais vrai. C'est à dire que j'y ai défendu la liberté de penser contre la censure et la guerre sans haine »[13]. Il a voulu mener un combat perdu d'avance en faveur des libertés individuelles et collectives. Ce combat, il va le reprendre dans une autre conjoncture événementielle. En attendant, devenu chômeur, il doit s'installer en France. Pascal Pia le fait embaucher comme secrétaire de rédaction à *Paris Soir*. Il n'y publie pas la moindre ligne, mais y découvre ce qu'est un grand journal populaire.

Combat

À l'été 1944, de nombreux périodiques naissent. Nombreux sont les écrivains qui se font journalistes. Camus avait été le rédacteur en chef du journal clandestin Combat, à la demande encore de Pascal Pia. Il le reste tout naturellement à la Libération. Il est à la fois l'animateur de l'équipe rédactionnelle, un débatteur et un apporteur d'idées. Il fait fonction d'éditorialiste principal. Une exception : il s'envoie comme reporter en Algérie et en rapporte 8 articles – dont 6 seront repris dans *Actuelles III*.

Combat, au départ, tire à 200.000 exemplaires. Avec son équipe jeune et pluraliste, ce journal se veut l'expression de la Résistance. C'est aussi « le journal de Saint-Germain-des-prés »[14]. Son lectorat est jeune, il est fait d'intellectuels, d'enseignants, d'étudiants, de syndicalistes. Son modèle est *Vendredi*, l'hebdomadaire fondé par les intellectuels soutenant le Front populaire, son anti-modèle *Paris Soir*. Peu de journaux réunissent alors autant d'écrivains dans leur rédaction. La « disproportion », écrit Raymond Aron, est marquée entre « la substance grise » et « l'espace rédactionnel disponible »[15].

Aux résistants, la presse collaborationniste a laissé un sentiment de dégoût. Celle des années 1930 était notoirement « vendue », « pourrie ». Dès août 1944, le général de Gaulle promulgue des ordonnances qui réglementent la presse. Au même moment, Camus entend fixer la déontologie d'une presse rénovée. Une idée est alors l'objet d'un consensus au moins apparent ; il la module à diverses reprises : la presse, parce qu'elle a une mission de service public, doit être libérée de l'argent. « Vigilance » et « objectivité » doivent être ses maîtres mots. La « fière objectivité » doit prévaloir sur la vaine « rhétorique »[16].

Dans un deuxième article, il élabore la notion de « journalisme critique ». « On veut, écrit-il, informer vite au lieu d'informer bien ». Mieux vaut, selon lui, être le second à donner une information exacte que le premier à donner une information qui se révèlera fausse. « On cherche à plaire plutôt qu'à éclairer ». On recherche le scandale. Un principe s'impose : « L'information (…) ne peut se passer d'un commentaire critique »[17]. Plus les nouvelles s'accumulent, plus elles doivent être décapées et triées. La sélection, le traitement puis la hiérarchisation des nouvelles, telles sont les tâches du journaliste. Il lui revient de séparer les certitudes, les probabilités, les invraisemblances, les absurdités, de dire clairement ses doutes et ses réserves. Il s'adresse à l'intelligence de ses lecteurs, non à leur sensiblerie. Le fait, on le sait, est fils de la critique et la critique fille du fait. Tout discours qui émane d'une source,

---

[13] *Correspondance Albert Camus Jean Grenier*, *Op. cit*. p. 38.
[14] Georges Henein, Lettre à Henri Calet, 16 avril 1948, *Grandes Largeurs*, n° 2, automne-hiver 1981, p. 66.
[15] Raymond Aron, *Mémoires*, Julliard, 1985, p. 287.
[16] « Critique de la nouvelle presse », *Combat*, 31 décembre 1944 et OC2, p. 385-387.
[17] « Le journalisme critique », *Combat*, 8 septembre 1944 et OC2, p. 386-388.

d'une agence ou d'une institution officielle, est à prendre avec précaution. Quand il enquête en Algérie, en avril 1945, il se garde de relayer le discours officiel. Que Sartre n'a-t-il fait de même en URSS et à Cuba…

La distinction de l'information et de l'opinion est cardinale pour Camus. « Le souci d'objectivité » exclut « le parti pris », la « solidarité systématique » et, bien entendu, son contraire, l'opposition systématique. L'important est la « fidélité à ses propres principes et aux promesses qu'on s'est faites ». Pour parler vrai, il faut parler juste et clair. On peut protester sans injurier et morigéner sans calomnier. La clandestinité, estime-t-il encore, a appris « le poids », le « prix des mots »[18]. « À des temps nouveaux il faut sinon des mots nouveaux, du moins des dispositions nouvelles de mots ». « Un langage clair », « un langage respectable », des « termes clairs et irréprochables », une « juste voix » : il a là un leitmotiv typiquement camusien. Ailleurs, le journaliste évoque l'« effort d'exactitude » et la « recherche des nuances ». « Le goût de la vérité, écrit encore Camus, n'empêche pas la prise de parti ». Le « commentaire moral et politique de l'actualité », pour ne pas être partisan, nécessite de la « distance », des « scrupules », une idée de la relativité ».

Le moment est venu, écrit Camus, d'introduire « dans l'exercice de la politique » (…) le langage de la morale »[19]. Pas question pourtant, fût-ce par réalisme politique, de faire de l'éditorial l'expression d'une idéologie ayant réponse à tout. La fonction critique s'oppose à la fonction idéologique. L'éditorialiste pose des questions, il n'assène pas des réponses. Il n'apporte pas la lumière de la vérité, il aide à voir clair. Sans lésiner sur les grands mots, Camus pose quelques principes et exigences. Il affirme que l'éthique doit borner le politique.

Dès novembre 1944, le rédacteur en chef de *Combat* avoue que la bataille de la rénovation de la presse est près d'être perdue. *Match* a reçu l'autorisation de reparaître. Pierre Lazareff, de retour, a tôt fait de transformer *Défense de la France* en un France-Soir sensationnaliste. En un temps où la pénurie de papier réduit les quotidiens à une feuille recto verso, que la venue de Marlène Dietrich à Metz suscite l'indignation de l'éditorialiste. Quand on découvre les camps de la mort, certains journaux s'attardent sur les forfaits du docteur Petiot. Quand l'esprit de lucre et l'esprit d'orthodoxie reviennent, *Combat*, loin de faire école, agace avec sa revendication d'un magistère moral, ses remontrances aux confrères. Camus est obligé d'écrire qu'il ne possède pas « le privilège de la clairvoyance et la supériorité de ceux qui ne se trompent jamais » mais qu'il veut simplement « collaborer à une œuvre commune (…) par l'exercice périodique de quelques règles de conscience »[20]. Trois ans plus tard, il se montre désabusé : « Chaque fois qu'une voix libre s'essayera à dire, sans prétention, ce qu'elle pense, une armée de chiens de garde de tout poil et de toute couleur aboiera furieusement pour couvrir son écho »[21].

Les articles déontologiques de 1944 ont été d'autant mieux reçus que la presse, quatre ans durant, avait été aux ordres. Ils font encore référence aujourd'hui. L'information étant une marchandise et la logique économique prévalant, ils ont pris les couleurs de l'utopie. Ce qui alors apparaissait neuf nous semble partiel. Il manque à Camus de s'interroger sur la formation des journalistes, le pouvoir et le contre-pouvoir dans l'entreprise de presse (La

---

[18] Préface à Konrad Bieber, *L'Allemagne vue par les écrivains de la Résistance française*, et OC3, p. 736.
[19] « Le 26 mars 1944, à Alger… », *Combat*, 7 octobre 1944.
[20] « Autocritique », *Combat*, 22 novembre 1944 et OC2, p. 388-389.
[21] « Démocratie et modestie », *Combat*, 20 avril 1947 et OC 2 p. 427.

première société de journalistes se constitue en 1951, au *Monde*). Il met l'accent sur l'éthique professionnelle des journalistes sans se demander comment des institutions peuvent la réguler.

« Il est de ceux, écrit Emmanuel Mounier, qu'on voudrait avoir pour adversaires »[22]. Le jeune journaliste du *Soir républicain* avait pris goût aux polémiques et s'en prenait aux autorités locales. L'éditorialiste de *Combat* prend place dans un concert démocratique. Il débat courtoisement avec ses homologues de *L'Aub*e, de *L'Humanité*, de *Témoignage chrétien.* Il traite d'égal à égal avec ses prestigieux aînés du *Figaro*, François Mauriac et Jean Guéhenno. Il persifle seulement la naissance du *Monde.*

Qu'il soit signé de Camus ou d'un autre ou qu'il soit anonyme, l'éditorial de *Combat*, au moins dans un premier temps, est le résultat d'une délibération collective. D'où l'emploi massif de la première personne du pluriel pour dire ambitions, espoirs et impatiences. On en repère jusqu'à 38 occurrences dans un article où, et cela fait sens, Camus précise l'attitude du journal par rapport au parti communiste. Quand il interpelle le gouvernement provisoire ou quand il sermonne les socialistes quand il critique les louvoiements du pape ou quand il s'en prend au revenant Édouard Herriot, il est manifeste qu'il s'exprime au nom de la rédaction. De même, quand il signe un émouvant tombeau de René Leynaud, jeune poète fusillé par les Allemands, il le fait au nom de ses camarades. Ce recours au « nous » traduit une évolution intellectuelle. « Dans l'expérience absurde, la tragédie est individuelle, à partir du moment de la révolte, elle a le sentiment d'être collective »[23]. *L'Étranger* était le roman du « je », *La Peste* est le roman du « nous ».

Il arrive pourtant que Camus use du « je ». Son débat avec François Mauriac sur l'épuration cristallise l'affrontement de deux journaux certes mais d'abord de deux écrivains. Dans son article intitulé « Le mépris de la charité », L'académicien du *Figaro* l'a nommément pris à partie. Dans sa réponse, il use de 46 « je » et de seulement 13 « nous », lesquels, en l'occurrence, désignent les humanistes laïques. On compte à peine moins de « je » que de « nous » dans les 8 articles consacrés à l'Algérie. Le « je » apparaît logiquement quand, en 1945, Camus annonce à ses lecteurs qu'i éloigne une première fois. On ne s'étonnera pas enfin que des « je dis », « je sais » scandent l'article où il montre le racisme dont sont victimes les personnes originaires de Madagascar ou de l'Algérie. Par la suite, user de la première personne, c'es affirmer non pas sa singularité au journal, mais son indépendance par rapport aux machines partisanes.

Le ton fiévreux des premiers éditoriaux est celui de « l'illusion lyrique ». Tout semble possible. « Le Paris qui se bat veut commander demain ». Comme beaucoup de résistants, Camus a le sentiment que la Libération ouvre une ère nouvelle. C'est à lui qu'on doit le sous-titre du journal : « de la résistance à la révolution ». Plusieurs articles plaident pour une révolution démocratique dont l'épuration serait un gage. Mais il peine à en esquisser le programme et se contente de souhaiter « la conciliation de la justice et de la liberté, la mise en place simultanée d'une économie collective et d'une politique libérale, le bien de tous accordé au respect de chacun ». Pourtant il lui faut vite déchanter. Dès octobre 1944, il constate que la France ruinée ne peut mener simultanément une guerre, la révolution rêvée et la nécessaire reconstruction. La géopolitique l'a située à l'Ouest et les GI campent sur son territoire. La démocratie est à réinventer, mais les forces issues de la Résistance qui ont vocation à être les vecteurs du changement historique, sont minoritaires et divisées. Qui sera l'artisan de la

[22] Emmanuel Mounier, « Camus parle », *Esprit*, janvier 1947.
[23] « Remarque sur la révolte », *L'Existence*, Gallimard, 1945 et OC3, p. 327.

révolution ? Camus se méfie d'un parti communiste adonné au « réalisme politique » et d'un parti socialiste où l'on trouve plus de notables que de militants. Le personnel politique ne s'est pas autant renouvelé qu'il l'aurait voulu. Les caciques de la Troisième République n'ont pas tardé à refaire surface. Les militants des réseaux clandestins, quant à eux, sont devenus des hommes politiques comme les autres et ont rejoint les partis existants. L'éditorialiste ne se grise pas de formules ronflantes. Il a l'honnêteté de dire que l'événement lui a appris la force des choses et la modestie. « Le temps de l'Apocalypse n'est plus. Nous sommes entrées dans celui de la médiocre organisation et des accommodements sans grandeur »[24]. Plusieurs de ses articles balisent l'évolution d'un journal qui, en 1947, se place au centre-gauche.

En 1950, Camus réunit un choix – très sélectif – de ses éditoriaux dans un livre titré *Actuelles*. « Ce volume, écrit-il dans la préface, résume l'expérience d'un écrivain mêlé pendant 4 ans à la vie politique de son pays (…). Les pages qui suivent disent simplement que, si la lutte est difficile, les raisons de la lutte, elles, restent claires »[25]. Au moment où il rédige *L'Homme révolté*, il privilégie ceux de ses articles qui s'apparentent le plus à des essais ou à des dissertations et écarte ceux qui réagissaient à l'actualité et qu'il a jugé périssables. Ainsi ceux évoquant l'arrestation de Louis Renault ou la réélection de Roosevelt.

La postérité a gardé la controverse entre Camus et François Mauriac. Rarement opposition aura été aussi paradigmatique : *Combat* et *Le Figaro*. Belcourt et Malagar. Saint-Germain-des-prés et l'Académie française. Celui qui croyait au Ciel et celui qui n'y croyait pas. Chacun a eu le sentiment d'avoir trouvé un adversaire à sa mesure. Camus plaide pour que l'épuration frappe une classe dirigeante qui a trahi ou failli : la rénovation du pays est à ce prix. Mauriac craint des bavures, il tient à ce que cette épuration soit clairement circonscrite et que l'état de droit prévale. Le désaccord des deux ténors est politique. Le cours des événements (et le général de Gaulle) donnent raison à Mauriac et Camus en donne acte à son aîné. Il a tenu à ce que son autocritique figure dans *Actuelles*.

L'éditorialiste de *Combat* a pesé sur l'événement à plusieurs reprises. Quand il se prononce clairement contre la fusion du Front national et du Mouvement de libération nationale et que le journal donne une grande place au discours de Malraux, il contribue à empêcher que le Parti communiste prenne le contrôle de la résistance intérieure. Le 17 mai 1945, il s'indigne du retard mis à rapatrier les déportés de Dachau. Deux jours plus tard, il constate « avec joie et satisfaction » que les Américains ont enfin déployé les moyens nécessaires. D'où ce commentaire : « Si notre voix peut provoquer des remous nécessaires, nous l'emploierons sans épargner personne (…). Si notre précédent article a soulevé de l'émotion, c'est tant mieux. Il eût mieux valu que l'émotion n'eût pas besoin d'un article pour naître »[26]. Cette voix a moins porté en d'autres circonstances. Camus a consacré plusieurs éditoriaux à l'Espagne. Franco va pourtant rester au pouvoir pendant trente ans encore. De même, sympathisant de la SFIO, il appuie, mais sans succès, Daniel Mayer le rénovateur contre Guy Mollet l'orthodoxe.

Il convient de faire un sort particulier aux 8 articles publiés avec le surtitre de *Ni Victimes ni bourreaux*. Quand ils paraissent en novembre1946, il y a plus d'un an que Camus n'a pas donné la moindre ligne à *Combat*. Le journal a perdu beaucoup de ses lecteurs. Il lui confie ce que l'on peut considérer comme un essai. L'ensemble aurait pu donner un petit livre. Il aurait

[24] « Anniversaire », *Combat*, 7 mai 1947 et OC2, p. 432.
[25] *Actuelles*. OC2, p. 251.
[26] « Nous avons protesté avant-hier… », *Combat*, 19 mai 1945 et OC2, p. 419.

pu paraître tel quel quelques mois plus tôt ou plus tard. C'est une réflexion philosophique, éthique et politique sur la violence, une réponse à *Humanisme et terreur* de Merleau-Ponty, un appel à la démarxisation du socialisme français, une théorisation de l'entreprise réformiste et un plaidoyer pour un nouvel ordre international. On y trouve une formule vouée à un bel avenir : « la fin des idéologies ». Les « utopies absolues » sont anachroniques, inefficaces et dangereuses dans un monde qui change vite. (« L'histoire court pendant que l'esprit médite »). Camus leur oppose une « pensée politique modeste, c'est-à-dire délivrée de tout messianisme, et débarrassée de la nostalgie du paradis terrestre »[27]. *Ni Victimes ni bourreaux* officialise sa sortie de la mouvance progressiste mais pose les grands enjeux du 21e siècle.

Le *Combat* de Pia a vécu moins de trois ans. Camus y a eu une présence à éclipses. En juin 1947, il se retire, renonçant à une tribune. Le journal passe alors entre les mains d'un militant progressiste, Claude Bourdet. *La Peste* paraît au même moment. Deux pièces, *L'État de siège* et *Les Justes* suivent. Camus travaille également à *L'Homme révolté*. Il compte désormais sur la fiction et l'essai pour faire connaître ses vues. Il renonce à commenter l'actualité. Il donne la priorité à son œuvre.

L'Express

Camus a sympathisé avec l'entreprise de Pierre Mendès France. C'est pour contribuer à son retour au pouvoir qu'il rejoint en 1955 *L'Express*, hebdomadaire puis quotidien. Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud lui offrent une tribune. Ses conceptions n'ont pas changé. En témoignent ces deux citations :

> « Les faits sont là et les idéologies doivent les reconnaître d'abord, pour ensuite, si elles ne veulent pas mourir, évoluer »[28].
>
> « La liberté d'expression suppose d'abord le droit à la réflexion : le délire est le contraire de la liberté »[29].

Il a toute liberté pour choisir les thèmes de ses chroniques. Il évoque la vie politique française, condition ouvrière, le bicentenaire de Mozart. Comme dans *Combat*, il continue d'opposer les réformes nécessaires et la révolution qui est dangereuse et passéiste. Pour la seule fois de sa carrière, il donne une consigne de vote le 30 décembre 1955. Sa chronique est un éditorial de fait : il y appelle à voter pour le Front républicain. L'éventail de ses préoccupations est donc large, il est politique, social, culturel.

Plusieurs chroniques se situent dans la continuité d'éditoriaux de *Combat*, comme pour signifier que leur auteur n'a pas changé. L'une évoque l'arme atomique et l'équilibre de la terreur, renvoyant clairement au fameux éditorial paru au lendemain de l'explosion d'Hiroshima mais aussi à la fin des idéologies. Rendre hommage à Gandhi présenté comme l'anti-Lénine, c'est se réaffirmer non-violent. Les trois chroniques consacrées à l'Espagne sont une autre preuve de fidélité à soi-même.

Une part importante de ses 35 chroniques porte sur la guerre d'Algérie qui obsède et tourmente camus. Il y expose sa vision de l'événement et esquisse des solutions. Il use abondamment de la première personne : « je prendrai donc parti », « je sais », « j'ai une proposition à faire », « je vais donc parler de ce que je suis ». À cela plusieurs raisons : il veut

---

[27] *Actuelles*. OC2, p. 440.
[28] « Le rideau de feu », *L'Express*, 11 novembre 1955 et OC3, p. 1043.
[29] « Les élus et les appelés », *L'Express*, 15 novembre 1955 et OC3, p. 1045.

communiquer à ses lecteurs métropolitains l'expérience et la mémoire dont il est le dépositaire, alors que la presse métropolitaine joue mal son rôle, véhiculant des préjugés. Il a le sentiment que sa connaissance du dossier lui donne une tâche historique. Il entend faire œuvre de pédagogue, il rappelle des réalités mal connues, les frustrations sociales et politiques des masses arabes rassasiées de promesses jamais tenues, l'amertume des Français, souvent de modestes salariés et commerçant, assimilés à des nababs, les responsabilités politiques des élus et gouvernants qui, capitulant devant les mandataires des grands colons, ont désespéré les militants et les élites arabes. Le « nous » désigne désormais les Français de la métropole.

Le chroniqueur veut croire qu'il n'est pas trop tard, que le pire n'est pas sûr. C'est pourquoi, après avoir donné son diagnostic, il propose des méthodes et avance des propositions. Il faut que des représentants des deux communautés se parlent. Dans une deuxième vague d'articles, il fait connaître le projet d'une trêve civile qui vise à épargner du sang innocent et à empêcher la montée aux extrêmes. On sait que cette entreprise courageuse mais utopique échoua en partie par la faute du gouvernement de Guy Mollet. La logique de guerre prévaut des deux côtés. L'adepte du parler vrai dispose d'une tribune, mais c'est un homme seul. *L'Express* héberge ses chroniques, mais ne les orchestre pas. Camus mesure les limites de son influence.

La ligne réformiste de *L'Express* convient grosso modo à Camus, pas ses méthodes, son style qu'il juge trop américanisé. C'est, découvre-t-il, le journal non de Mendès France mais de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Il s'adresse aux élites modernistes qui veulent être informées. JJSS est ce que n'était pas Pia, le patron d'une entreprise. Son ego surdimensionné se projette bien plus loin que le Front républicain. Le chroniqueur né dans le peuple n'a pas pour l'héritier pressé et mondain d'une dynastie bourgeoise le respect qu'il avait pour Pascal Pia. Il se trouve en porte-à-faux. Quand, en février 1956, il apparaît que Guy Mollet a tiré les marrons du Front républicain, il quitte *L'Express* sans trop de regrets et achève *La Chute.*

Les trois expériences que j'ai présentées brièvement sont différentes. L'ancien communiste participe à une entreprise militante : il prend parti, il polémique à l'occasion et y prend manifestement plaisir. Le résistant occupe un poste stratégique. Il exerce un magistère et pèse sur la vie publique. Soucieux d'éviter « le mélange des genres », il tient à ne pas apparaître comme écrivain et ne donne pas de bonnes feuilles de *La Peste* au journal. L'écrivain arrivé enfin apporte la caution de son prestige à un journal où il n'est au fond qu'une pièce rapportée.

On a souvent dit que la politique en France est très littéraire. Camus s'est voulu professionnel à *Combat*. Ses éditoriaux sont des exercices de réflexion, pas de rhétorique. Ils ne s'ornent pas de citations bibliques ou classiques. Il ne cherche pas la prime de séduction qu'apporte l'ostentation de références et d'allusions, les titres accrocheurs. Mais il soigne la chute de ses articles. Souvent elle est faite d'un grand mot – justice, raison, vérité. L'écrivain et le journaliste ne se sont pourtant pas séparés. On repère de solides liens intertextuels, une circulation des formules entre, par exemple, *Ni Victimes ni bourreaux* et la confession de Tarrou dans *La Peste*.

Les chroniques de *L'Express* sont plus littéraires. On y note la récurrence des mêmes métaphores, le fossé, le feu, le sang, le pourrissement, dans les articles sur l'Algérie. La culture commune à l'auteur et à ses lecteurs est cette fois mise à contribution. Sont évoqués Gilliatt, Tartarin, Titus et Bérénice, le yogi et le commissaire de Koestler, Vautrin et

Rubempré, Don Camillo et Peppone. Des titres comme « l'enfant grec », « les déracinés », « la vie d'artiste » comportent des signes de connivence. Chateaubriand, Bernanos, Sade, Baudelaire, Simone Weil, Saint-Exupéry sont cités tour à tour. Jamais il n'est question, même allusivement, de Sartre. L'écrivain n'utilise pas sa tribune pour régler des comptes. Il réserve sa réplique à *La Chute*.

Qu'il vise les journalistes ou les hommes politiques, « rhétorique » est un mot généralement péjoratif sous la plume de Camus. Il qualifie une parole outrée, artificieuse et inauthentique. Sa voix est concise mais élégante. La forme strictement calibrée, le genre de l'éditorial correspondent au talent classique de Camus qui préférait Chamfort à Chateaubriand. Un éditorial, a-t-il dit un jour, nécessite « une idée, deux exemples, trois feuillets », un reportage « des faits, de la couleur, des rapprochements »[30]. Les articles de Camus sont néanmoins souvent écrits sur le modèle des grands genres, ils en sont des miniaturisations. Ce sont des récits, des essais, voire des dialogues dramatiques. Manquent des poèmes en prose.

Le journaliste est un témoin et un spectateur, il est parfois un voyeur, il est souvent tenté de devenir acteur. Camus a conscience de ses responsabilités. Parce que plusieurs centaines de milliers de personnes, chaque jour, lisent son éditorial de *Combat* ou en ont connaissance par une revue de presse, il est attentif aux effets de lecture et de réception. C'est pourquoi il pèse, il dose ses formules. Il lui arrive après coup d'émettre des doutes, liés sans doute à son expérience de *L'Express*. « Il est certain que le fait d'écrire un éditorial entraîne nécessairement des concessions, tant à l'égard de l'opinion publique que des confrères qui s'expriment dans la même feuille. Cela contribue à en dire plutôt moins que trop »[31].

Quel qu'ait été son soin à rédiger ses articles, Camus reste de ceux pour qui les articles sont par nature éphémères. L'écrit journaliste est une denrée périssable. Il a ses servitudes. L'actualité passe. L'écrivant, qu'il soit reporter ou éditorialiste, s'adresse à des contemporains, et seulement à eux. L'homme politique, de même, inscrit son action dans une durée courte. L'écrivain, lui, destine ses œuvres à la fois à ses contemporains et à la postérité. La fiction littéraire appelle des réceptions différées ou éloignées. C'est par ses romans et son théâtre que Camus est devenu un classique de la littérature mondiale. Il n'en pas moins été un grand journaliste.

Paru dans Synergies Inde n°5 en 2012, "Retrouvailles camusiennes", pp.13-23

[30] Cité par Jean Daniel, « Le combat pour *Combat* », *Camus*, Hachette, coll. « Génies et réalités », 1969, p. 91.
[31] *À Albert Camus ses amis du livre*, Gallimard, 1960, p. 47.